**Oliver Chinganya**
Directeur, Centre africain pour la statistique
Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)
Éthiopie

# Construire des systèmes statistiques intégrés

**Sous la direction d'Oliver Chinganya, le Centre de statistiques pour l'Afrique est le fer de lance de l'amélioration des systèmes et de la formation. L'objectif : des systèmes intégrés d'enregistrement des faits d'état civil et de statistiques de l'état civil.**

Oliver Chinganya, directeur du Centre africain pour la statistique (CAS) de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), attribue sa brillante carrière au fait qu'il a su saisir les occasions qui se sont présentées, qu'il s'est engagé pleinement sans être timide.

Ces occasions ont commencé à se présenter tôt. Né l'aîné de 11 enfants à Livingstone, près des chutes Victoria—connues localement sous le nom de Mosi-oa-Tunya ou « la fumée qui gronde »—il a pu commencer l'école plus tôt que la norme en Zambie. « Ce n'était pas facile d'aller à l'école à cette époque », dit-il. « Il n'y avait pas beaucoup de personnes instruites dans ma famille que je pouvais imiter, à part mes parents. »

Pendant ses études secondaires, il a été le chef des cadets quasi-militaires de son école et a occupé la fonction de préfet. « Cela a été très utile en ce sens que certaines de mes compétences en matière de leadership ont commencé à se développer à l'école », mentionne M. Chinganya. Après une période obligatoire dans le service militaire national, « j'ai eu de la chance que l'Agence de statistiques de Zambie recrute de jeunes diplômés. » Ainsi, bien qu'il ait eu l'intention d'étudier la comptabilité en Inde, à l'âge de 19 ans, il a décidé de travailler pour aider ses parents. Une fois au bureau des statistiques, « j'ai changé d'avis et j'ai décidé de devenir statisticien ».

## Une carrière variée

En 1984, alors qu'il travaillait encore à l'Agence de statistiques de Zambie, M. Chinganya a été admis à un programme de formation statistique en cours d'emploi soutenu par le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), ce qui lui a permis d'obtenir un certificat intermédiaire en statistiques. Il s'est ensuite inscrit au Centre de formation statistique de l'Afrique de l'Est de l'Université de Dar es Salaam, où il a obtenu l'équivalent d'un baccalauréat. Par la suite, il a obtenu un certificat d'études supérieures (1988) et une maîtrise en statistiques (1991) à l'Université de Southampton (Royaume-Uni); une maîtrise en administration des affaires, en 2008, à la Jomo Kenyatta University of Agriculture and Technology du Kenya; ainsi que d'autres accréditations. M. Chinganya est statisticien agréé de la Royal Statistical Society (Royaume-Uni) depuis 1999 et vice-président de l'Institut international de statistique.

En 2001, M. Chinganya était directeur par intérim de l'Agence de statistiques de Zambie. Ayant gravi les échelons si rapidement, il a dû faire face à un certain scepticisme. « Parce que j'étais jeune, les autres directeurs, lors des réunions, disaient « qui est ce jeune garçon? ». Ils ont fini par me respecter parce qu'ils ont vu la valeur que j'apportais au comité des directeurs. »

Au cours des 18 années suivantes, la carrière de M. Chinganya l'a conduit à Nairobi en tant que conseiller résident régional pour le Fonds monétaire international; à Washington à titre de consultant pour le Groupe de la Banque mondiale; en Côte d'Ivoire comme gestionnaire de la Division du développement des capacités en statistique pour le Groupe de la Banque africaine de développement, puis à la CEA en Éthiopie.

Au sujet de sa carrière variée et de son ascension rapide, M. Chinganya déclare ceci : « J'ai saisi les occasions qui se présentaient à moi et j'en ai profité. Je m'assurais

que, quoi que je fasse, je le faisais bien et je donnais le meilleur de moi-même. Certains conférenciers motivateurs disent qu'il faut se fixer un plan et des objectifs pour trouver une certaine place dans la vie. Toutefois, dans la vie réelle, les choses ne fonctionnent pas comme ça. Ce n'est qu'avec le recul que l'on se rend compte des décisions et des choix judicieux que l'on a effectués pour atteindre certains objectifs. Selon moi, l'authenticité et la concentration sont essentielles. Vous devez saisir les occasions qui vous sont offertes. Faites de votre mieux. Et quand vous le ferez, ce que vous réussirez parlera pour vous. »

## La valeur du travail d'équipe

Parmi les nombreuses initiatives auxquelles il a participé récemment, certaines d'entre elles se distinguent, telles que le Forum régional africain annuel sur le développement durable. Sous sa direction, la participation à ce forum, qui se tient dans différents pays chaque année, est passée de 150 personnes en 2015 à 1 000 personnes en 2019, puis à plus de 3 000 personnes représentant tous les pays africains en 2020.

Pour M. Chinganya, le plus important est « d'avoir pu mettre en place une équipe unie, qui comprend la nécessité d'une vision et d'un objectif communs. Nous avons pu réaliser des activités importantes, et nous contribuons à l'ensemble des connaissances mondiales en matière de statistiques. » Par exemple, son équipe et lui-même ont élaboré les indicateurs de développement statistique, un outil permettant aux pays d'évaluer le développement de leurs systèmes statistiques nationaux.

« J'attribue le mérite à l'équipe avec laquelle je travaille », dit-il. « C'est la façon dont nous gérons et travaillons ensemble qui nous a permis d'accomplir un si grand nombre de tâches. »

Pour diriger cette équipe, M. Chinganya fixe des objectifs, des délais et des rôles clairs. Il croit en la nécessité de déléguer efficacement et de fournir une rétroaction honnête. « Je reconnais aussi mon personnel », mentionne-t-il. Pour autonomiser les membres du personnel—en particulier les plus jeunes—il leur donne l'occasion de réfléchir à des initiatives à entreprendre, en les mettant au défi de proposer des idées. En conséquence, les membres du personnel du CAS sont classés parmi les plus performants de la CEA.

## Réformer le système d'enregistrement des faits d'état civil

Les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil en Afrique sont confrontés à de nombreux défis que la COVID-19 a exacerbés. « La réforme des systèmes nécessite une modernisation pour passer des processus papier aux processus numériques », explique-t-il.

**« J'attribue le mérite à l'équipe avec laquelle je travaille. C'est la façon dont nous gérons et travaillons ensemble qui nous a permis d'accomplir un si grand nombre de tâches. »**

De plus, cela nécessite d'améliorer l'acquisition de connaissances en statistiques chez les citoyens : « Nous pouvons parler de modernisation, mais les gens ont-ils la capacité d'utiliser les systèmes numériques? » demande-t-il. La réforme nécessitera également une intégration et une collaboration plus fortes entre le système d'enregistrement des faits d'état civil et le bureau national des statistiques.

L'une des façons dont le CAS contribue à la modernisation des systèmes est par l'entremise d'un nouveau Programme pour jeunes professionnels, lequel vise à renforcer les capacités de recherche statistique, en particulier chez les jeunes femmes; à perfectionner les compétences des jeunes statisticiens en leadership du développement statistique; et à les préparer aux futures demandes de données pour des résultats de développement durable.

M. Chinganya croit fermement en des partenariats efficaces et en l'adoption d'une approche globale en matière d'enregistrement des faits d'état civil. C'est le conseil qu'il donnerait aux pays : « Les pays doivent travailler avec les organismes et les partenaires de développement qui croient en une approche globale pour assurer le bon fonctionnement du système d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC). » Pour aider les pays à élaborer leurs systèmes ESEC, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et ses partenaires ont lancé, en avril dernier, le Cadre d'amélioration des systèmes ESEC.

La vision de M. Chinganya pour l'avenir est celle d'un système d'enregistrement des faits d'état civil intégré et modernisé qui garantit que tout le monde est dénombré, et que tout le monde a une carte d'identité et peut être identifié. Cela permettra d'atteindre l'objectif de « ne laisser personne pour compte ». « Il y a quelques années, on disait que 500 millions d'Africains n'avaient aucune identité. Si nous parvenons à réduire ce chiffre à zéro, nous aurons réalisé ma vision. Pour ce faire, il faudra mettre en place des systèmes intégrés. » ■

**En savoir plus sur les systèmes ESEC en Afrique :**
Lisez les aperçus de pays et les notes techniques sur les systèmes ESEC en Afrique pendant la pandémie de COVID-19, ou visitez le site web du Programme pour l'amélioration accélérée de l'enregistrement des faits d'état civil et de l'établissement des statistiques de l'état civil en Afrique (APAI-CRVS).